



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article553>

# Internationalisme, « multinationalisme » et mondialisme.

- Tribunes -



Date de mise en ligne : vendredi 4 mai 2012

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

***Après les incertitudes de la période électorale et les déchiffrages que l'exercice impose, voici le temps de l'action et des choix. Nul n'ignore que la vision globale du monde dans lequel nous sommes détermine en grande partie les décisions qui seront prises. Sébastien Camp nous livre, dans cette tribune, son analyse et la nécessité de clarification.***

\*\*\*

Une position politique qui se veut stratégique doit nécessairement prendre en compte les conditions du moment pour maintenir le cap fixé.

Encore faut-il savoir où l'on veut se diriger. Force est de constater que les positions des partis dominants (UMP et PS) n'aident pas au discernement tant leurs positions sur les questions internationales sont proches jusqu'à se confondre. Les récentes déclarations du candidat Hollande sur la Syrie sont là pour le rappeler.

Aux termes « droite » et « gauche » qui ont été vidés peu à peu de toute signification, préférons les termes « conservateur » et « progressiste » qui recouvrent encore une réalité politique. Prenons pour hypothèse que cette paire constitue le seuil de démarcation premier qui alimentent nos choix politiques. Si le cap fixé est le progressisme, il devient prépondérant sur toute autre considération et les positions à l'international doivent alors servir cet objectif.

Traditionnellement internationaliste, la pensée progressiste se trouve face à un dilemme qu'elle semble pour l'heure incapable de surmonter.

Il n'y a aujourd'hui plus lieu de s'opposer à un « nationalisme bourgeois » alors que les firmes multinationales (FMN) qui orientent l'économie mondiale se sont peu à peu extraites de leur terreau national d'origine.

Dans le cadre d'un « nationalisme bourgeois », prépondérant dans une large partie des XIXe et XXe siècles, les antagonismes économiques pouvaient constituer les ferments d'affrontements entre nations européennes. Il était alors judicieux, dans une optique progressiste, de mettre à jour les intérêts communs sous-jacents des nationaux de différentes origines qui avaient à pâtir de ces affrontements. Ces dissensions entre bourgeoisies nationales n'existant plus qu'à la marge, conserver aujourd'hui cette position historique est pour le moins anachronique. Répétons le, ladite

« bourgeoisie » n'est aujourd'hui plus nationaliste mais multinationaliste. Et constatons que la différence entre « multi » et « inter » n'est pas bien épaisse. Il s'en faudrait de peu pour que cette bourgeoisie, appelée aussi « hyperclasse mondiale », ne réalise peu ou prou le projet internationaliste des progressistes des siècles précédents au vu et à la barbe des progressistes du XXIe siècle qui ne semblent plus savoir à quel saint se vouer.

Le multinationalisme (ou internationalisme des FMN) se confond encore aujourd'hui avec le mondialisme imposé par la puissance hégémonique des États-Unis acquise au sortir de la seconde guerre mondiale. Les effets de cette puissance n'ont eu cesse de se renforcer dès le déclin de l'URSS engagé avec certitude. Si les attributs hégémoniques des États-Unis semblent aujourd'hui de plus en plus contestés par l'alliance de nations émergentes ou réémergentes, le reflux des effets de cette puissance, au moins sur le bloc occidental, n'est pas encore à l'ordre du jour. Les intérêts économiques communs des différentes parties occidentales auraient même naturellement tendance à s'unir pour palier leur fragilisation grandissante. De

sorte qu'il est dans l'immédiat illusoire d'espérer voir apparaître des oppositions autres que de façade au sein de ce bloc occidental malgré les espoirs que l'on puisse placer en tel ou tel candidat.

Toutefois, s'il est certain que le projet politique mondialiste, initié par les États-Unis, sert bien les intérêts des FMN américaines puis occidentales, il est au final loin d'être évident que le pilotage de l'économie par les FMN dominantes soit en parfaite adéquation avec les intérêts des nations dont elles sont issues. La justification des guerres moyen-orientales, menées par des États censément être l'émanation des peuples qui les composent, semble bien difficile à établir en dehors d'un intérêt premier pour certaines FMN.

À l'évidence, les dissensions sociales qui apparaissent dans de vastes secteurs de la population, en Europe comme en Amérique, repoussés chaque jour un peu plus dans une précarisation qui se généralise, nous le montre. On peut d'abord se demander dans quelle mesure cela a encore un sens de se parer d'un libéralisme idéalisé pour décrire et justifier le fonctionnement de l'économie actuelle. Et ensuite, s'interroger jusqu'où et pourquoi une structure étatique est capable de poursuivre un objectif qui contribue à saper les fondements de sa propre existence.

On pourrait penser que le concept de nation est désormais caduc puisque les intérêts économiques dominants semblent s'en affranchir.

Dès lors, à quoi bon s'échiner à réinvestir les couloirs feutrés de nos Républiques puisque ces pouvoirs les auraient de toute façon déjà désertés ? Ne resterait plus aux contestataires qu'à inventer un autre mondialisme ou altermondialisme qui soit plus en rapport avec leurs attentes. Bien malin celui qui peut prédire l'avenir et, effectivement, peut-être que nos nations européennes n'existent déjà plus en dehors du traitement des affaires courantes, inadaptées qu'elles étaient aux évolutions de notre monde.

Toutefois, signalons qu'aucun altermondialisme n'a encore réussi à faire pencher ce mondialisme vers quelque chose qui serait un peu plus favorable aux populations. Jusque-là, les multinationaux semblent très bien s'accommoder des altermondialistes.

Au contraire, les seules résistances concrètes au mondialisme, qu'ailleurs on appelle impérialisme, n'ont pu se mettre en place qu'à partir d'une base nationale. La raison en est évidente, c'est à ce jour la seule échelle où un peuple peut exprimer sa souveraineté.

Il apparaît urgent, à ceux qui se réclameraient d'une pensée progressiste, de réinvestir le concept de nation selon les données de notre temps qui court, à l'évidence, vers un monde plus multipolaire mais dont les FMN, qu'elles soient occidentales ou non, en constitueront vraisemblablement le paysage. Rajoutons enfin que si les notions universalistes de démocratie et d'humanisme ont été prises en otage par les tenants de ce nouvel ordre impérial, cela ne signifie pas pour autant qu'elles aient perdu toute signification, car elles permettent aussi de questionner la légitimité d'entités qui s'en affranchissent et cela quelle que soit leurs origines.